Inter-réseaux Développement rural

BULLETIN DE VEILLE

N°250 – 13 novembre 2014

Veuillez trouver ci-dessous un nouveau bulletin de veille sur le développement rural.

N'hésitez pas à réagir par retour de mail à l'une ou l'autre de ces références, ce bulletin de veille est aussi l'occasion d'engager le débat au sein d'Inter-réseaux.
Vous pouvez également consulter ce bulletin sur le site web d'Inter-réseaux : www.inter-reseaux.org

Bonne lecture !

L'équipe d'Inter-réseaux Développement rural

Sommaire

A la une
- *Appel pour un Forum mondial sur l'accès à la terre et aux ressources naturelles*
- *Article exclusif : Le cacao au Ghana et le contrat « Abunu » : un échange terre-travail entre 2 générations*

Foncier
- *Fiches foncier au Niger : procédure de résolution de conflits et indemnisation des dégâts champêtres*
- *Note : Un processus participatif pour réduire les conflits fonciers au Sénégal : le POAS*
- *Innovations et initiatives locales de gestion des conflits et risques sanitaires en zone agro-pastorale*

Changement climatique
- *Note de cadrage de la vidéoconférence sur les impacts des changements climatique et la gestion du risque climatique*
- *Rapport : Comment instaurer un dialogue entre chercheurs et décideurs pour l'adaptation aux changements climatiques au Mali : Analyse des défis, contraintes et opportunités*
- *Pour une agriculture intelligente face au changement climatique au Sénégal : Recueil de bonnes pratiques d'adaptation et d'atténuation*

Inégalités
- *Rapport Oxfam : Il est temps de mettre fin aux inégalités extrêmes*

Jeunes
- *Vidéo : les résultats du projet de recherche « Emploi des Jeunes et Migration en Afrique de l'Ouest (EJMAO) » (IPAR)*

Organisations paysannes
- *Niger : nouveau numéro de Mooriben Infos*

Pastoralisme
- *Emission radio : Aménagement pastoral et sécurisation des systèmes pastoraux au Niger*

Politiques régionales
- *Zone CEEAC : les Ministres de l'Agriculture approuvent la Politique Agricole Commune de l'Afrique Centrale*

Conservation des sols et agroécologie
- *Le Groupe de Travail Désertification au service des acteurs du développement en zones arides : une réflexion sur les territoires et l'agroécologie*
- *Conservation des sols et sécurité alimentaire : une préoccupation commune pour les agricultures paysannes du Mali et du Maroc*

Sécurité alimentaire
- *Rapport spécial : Mission FAO/PAM d'évaluation de la sécurité alimentaire à Madagascar*
- *Carte des stocks de proximités en Afrique de l'Ouest*

Investissement privé
- *Note : Bien se préparer pour un investissement de « qualité » à Kandadji au Niger*

Partenariats public-privé
- *Partenariats public-privé : Guide de référence*

Agriculture urbaine
- *Article : L'agriculture urbaine en Afrique : un potentiel vivrier sous exploité face à l'insécurité alimentaire*

Riz
- *Les différentes politiques appliquées au secteur du riz gagneraient à partager leur expérience en Afrique de l'Ouest*
- *Article : Booster la production locale du riz pour le renforcement de la sécurité alimentaire au Nord Cameroun*

Maïs
- *Documents sur la filière maïs en Côte d'Ivoire*

Commercialisation
- *Note : Les marchés ruraux de gros et demi-gros des régions de Tahoua, Maradi et Zinder (Niger)*

Publications
- *Le Journal Agricole n°19, mensuel d'information agricole et rurale du Togo*

A la une

Appel pour un Forum mondial sur l'accès à la terre et aux ressources naturelles
Agter, novembre 2014
Dix ans après le Forum Mondial sur la Réforme Agraire FMRA (Valencia, 2004) et la Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural CIRADR (Porto Alegre, 2006), et dans le prolongement de l'Année Internationale des Agricultures Familiales (AIAF), l'association AGTER, lance un appel pour l'organisation d'un forum mondial sur l'accès à la terre en 2015. Une opportunité pour réunir à nouveau, dans un débat ouvert, différents acteurs sociaux et institutionnels pour faire avancer la réflexion et améliorer l'accès des agriculteurs pauvres à la terre, à l'eau et aux ressources naturelles.
Lire le texte intégral de l'appel et retrouver la liste des premiers signataires :
www.agter.asso.fr/IMG/pdf/fmat2015_fr.pdf
Visitez le site web du Forum FMAT 2015 :
http://landaccessforum.org/fr/

Article exclusif : Le cacao au Ghana et le contrat « Abunu » : un échange terre-travail entre 2 générations
François Ruf, octobre 2014
François Ruf, chercheur économiste du Cirad, s'intéresse au contrat « Abunu » au Ghana : celui-ci consiste en un arrangement entre un propriétaire qui cède une parcelle, et un exploitant qui la défriche et crée une plantation. Avec partage à part égale de la production entre le propriétaire et l'exploitant, celui-ci accède à un droit d'usage de long terme. L'auteur décrit les différents profils des propriétaires (qui sont majoritairement des autochtones) et des planteurs (principalement des immigrants), les conditions de leur rencontre et les incertitudes liées au contrat. Il conclut que celui-ci est porteur d'un relatif équilibre social, et joue un rôle important dans le nouveau boom cacao du Ghana.
http://www.inter-reseaux.org/ressources-thematiques/article/le-cacao-au-ghana-et-le-contrat

Foncier

Fiches foncier au Niger : procédure de résolution de conflits et indemnisation des dégâts champêtres
RECA Niger, novembre 2014
Le RECA a lancé une série de courtes notes (2p.) sur le foncier et la gestion des ressources naturelles au Niger. Les deux dernières portent respectivement sur l'indemnisation des dégâts champêtres (conditions d'indemnisation, calcul du montant de l'indemnisation) ainsi que la procédure de résolution des conflits fonciers (étapes de la procédure, cas de conflits entre agriculteurs et éleveurs, et rôle des Commissions foncières).
Lire la fiche sur l'indemnisation des dégâts champêtres
http://www.reca-niger.org/spip.php?article821
Lire la fiche sur la procédure de résolution des conflits fonciers :
http://www.reca-niger.org/spip.php?article819
Retrouver l'ensemble des fiches du RECA sur le foncier et la gestion des ressources naturelles au Niger :
http://www.reca-niger.org/spip.php?rubrique99

Note : Un processus participatif pour réduire les conflits fonciers au Sénégal : le POAS
IIED, IUCN, septembre 2014
Cette fiche d'information de 2 pages a été produite dans le contexte du travail de la Global Water Initiative en Afrique de l'Ouest. Au Sénégal, la construction des barrages du bassin de l'Anambé et l'aménagement des terres aux alentours n'a pas suffisamment pris en compte le volet pastoral, ce qui a amené des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Pour y remédier, la SODAGRI a accompagné la réalisation de Plans d'Occupation et d'Affectation des Sols (POAS). Ceux-ci n'ont pas été vulgarisés par les conseils ruraux suite à leur réalisation et n'ont pas été appliqués par les populations locales. Par la suite, des communautés rurales ont donc participé à la vulgarisation des POAS au niveau local à travers des réunions communautaires. Cette démarche a nettement réduit le nombre de conflits fonciers dans la région et pourrait être reproduite ailleurs.
Lire la note (2 p.) :
http://pubs.iied.org/pdfs/G03835.pdf

Innovations et initiatives locales de gestion des conflits et risques sanitaires en zone agro-pastorale : Cas des projets SAREL et PASEL dans le département de Dakoro (Niger)
Factsreports, 2014
L'article examine les expériences de deux projets relatifs à l'élevage dans le département de Dakoro au Niger (Projet SAREL : « Sécurité alimentaire renforcée par l'élevage » et PASEL : « Projet d'appui au secteur de l'élevage »). Il met en évidence les résultats atteints dans la gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs et dans la réduction des risques sanitaires à travers l'implication et la responsabilisation des associations d'éleveurs dans la mise en œuvre des projets. Toutefois, il souligne que ces initiatives locales demeurent dépendantes des autorités et se maintiennent difficilement au-delà des projets, car leur rôle n'est pas fermement établi et leur fonctions sont peu institutionnalisées.

http://factsreports.revues.org/3517

Changement climatique

Note de cadrage de la vidéoconférence sur les impacts des changements climatique et la gestion du risque climatique
IED Afrique, octobre 2014
Le mois dernier, IED Afrique a organisé une vidéoconférence sur la problématique de la gestion du risque climatique en zones semi-arides. La note de cadrage de la vidéoconférence revient sur la notion de risque et le concept de résilience, et donne des indications sur le programme PRESA (Promouvoir la Résilience des Économies en zones Semi-Arides). Dans l'attente du compte rendu final, cette courte note constitue une introduction intéressante à un thème phare pour l'année 2015.
Lire la note de cadrage (5 p.) :
http://iedafrique.org/IMG/pdf/NOTE_DE_CADRAGE_VIDEOCONFERENCE.pdf

Rapport : Comment instaurer un dialogue entre chercheurs et décideurs pour l'adaptation aux changements climatiques au Mali : Analyse des défis, contraintes et opportunités
CGIAR, 2014
Ce rapport d'étude éclaire les différents acteurs tout d'abord sur le tissu institutionnel existant au Mali (sous forme de listing des entités), ainsi que sur les défis, contraintes et opportunités concernant le dialogue entre chercheurs et décideurs pour l'adaptation au changement climatique. L'étude souligne ainsi que malgré la présence de cadres de discussion, nombreuses sont les difficultés d'organisation et de fonctionnement des institutions impliquées dans la lutte contre le changement climatique. Il est nécessaire de les accompagner par des financements adéquats.
Lire le rapport (52 p.) :
https://cgspace.cgiar.org/bitstream/handle/10568/51373/CCAFS_WP_84_fr.pdf?sequence=1

Pour une agriculture intelligente face au changement climatique au Sénégal : Recueil de bonnes pratiques d'adaptation et d'atténuation
CGIAR, 2014
Ce document résulte d'une analyse d'expériences de lutte contre la variabilité climatique et la désertification au Sénégal. Il décrit dans un premier temps des pratiques d'adaptation sélectionnées (pour la restauration des terres dégradées, la régénération des forêts, l'élevage ou encore la gestion de l'eau), pour ensuite résumer les expériences réussies sous forme de fiches de bonnes pratiques. Il montre que les agriculteurs doivent utiliser les outils et technologies d'adaptation dont ils disposent, et que les programmes et projets de développement doivent donc viser à les promouvoir.
Lire le rapport (181 p., 3 Mo) :
https://cgspace.cgiar.org/bitstream/handle/10568/51331/WP85_fr.pdf?sequence=1

Inégalités

Rapport Oxfam : Il est temps de mettre fin aux inégalités extrêmes
Oxfam, novembre 2014
Ce rapport d'Oxfam (faisant partie de sa nouvelle compagne contre les inégalités) met en évidence le fossé entre riches et pauvres qui se creuse chaque jour davantage et nuit à l'éradication de la pauvreté. À l'aide d'exemples observés dans le monde entier, il illustre la portée du problème des inégalités économiques extrêmes et révèle les multiples dangers qu'il pose pour les citoyens, où qu'ils se trouvent. Il identifie deux puissantes forces motrices qui ont conduit à l'augmentation rapide des inégalités dans de nombreux pays: le capitalisme sauvage et la mainmise des élites sur le monde politique. Pour finir, il met en avant quelques-unes des étapes concrètes qu'il est possible de suivre pour répondre à cette menace (notamment via des mesures fiscales) et présente des éléments qui prouvent que le changement est possible.
Lire le rapport (160 p., 3 Mo) :
www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/cr-even-it-up-extreme-inequality-291014-fr.pdf
Lire le résumé (40 p.) :
www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/cr-even-it-up-extreme-inequality-291014-summ-fr.pdf

Jeunes

Vidéo : les résultats du projet de recherche « Emploi des Jeunes et Migration en Afrique de l'Ouest (EJMAO) » (IPAR)
IPAR, octobre 2014
Le mois dernier s'est tenu un atelier de restitution des résultats du projet de recherche sur l'Emploi des jeunes et les migrations en Afrique de l'Ouest (EJMAO). Dans cette vidéo, ces résultats sont présentés par le Docteur Ibrahima Hathie, directeur de recherche à l'IPAR et coordinateur de l'étude. Il décrit dans un premier temps la situation au niveau de l'emploi agricole chez les jeunes au Sénégal selon les régions (notamment la participation à la main d'œuvre familiale et sa rémunération), ainsi que d'autres paramètres comme la productivité agricole. Il aborde ensuite les migrations (activités des migrants et leurs revenus), le problème de l'accès aux ressources et à l'information, ainsi que le transfert d'expérience.
Voir la vidéo (28 min.) :
http://www.ipar.sn/fr/restitution-de-l%E2%80%99%C3%A9tude-emploi-jeunes-et-migrations-en-afrique-de-louest-ejmao-0

Organisations paysannes

Niger : nouveau numéro de Mooriben Infos
Mooriben, novembre 2014
La Fédération des unions des groupements paysans du Niger (FUGPN/Mooriben) publie son deuxième bulletin de capitalisation et partage de ses expériences. Les articles de ce numéro présentent ainsi une série d'activités et de réflexions menées par Mooriben au sujet de : son nouveau plan stratégique 2016-2025 suivi du bilan du précédent ; sa participation aux foires et aux activités de formations (sur le droit en milieu rural, la récupération des terres dégradées, ou encore le faucadrage) ; la campagne agricole 2014 ; les banques de céréales et les semences améliorées ; l'élevage naisseur ou encore la réduction des risques de catastrophe.
Lire le numéro (16 p.) :
http://www.sosfaim.org/lu/wp-content/uploads/sites/4/2014/11/Mooriben-infos-juillet.pdf

Pastoralisme

Emission radio : Aménagement pastoral et sécurisation des systèmes pastoraux au Niger
RFI, novembre 2014
Dans cette émission, Abdoulaye Nafeiri du Ministère de l'Élevage rappelle tout d'abord l'importance de ce secteur au Niger. Ensuite, Jacques Chabbert de la coopération belge explique les difficultés auxquels les éleveurs doivent faire face pour l'accès aux ressources, et comment le Programme d'Appui à l'Aménagement Pastoral et à la Sécurisation des Systèmes Pastoraux au Niger contribue à la sécurisation d'aires de pâturages, de points d'eau, et de couloirs de passage notamment en y interdisant culture et construction. Abdoulaye Diaoré, docteur vétérinaire, décrit ensuite le rôle de l'Arbre à palabre dans la délimitation des espaces. Pour finir, Amadou Oumarou nous parle du projet d'appui à l'élevage à Dosso (ou APPEL Dosso) notamment au sujet de la sensibilisation et des boutiques d'intrants zootechniques.
Ecouter l'émission (27 min.) :
http://www.rfi.fr/emission/20141102-niger-amenagement-pastoral-securisation-systemes-pastoraux/

Politiques régionales

Zone CEEAC : les Ministres de l'Agriculture approuvent la Politique Agricole Commune de l'Afrique Centrale
CEEAC, octobre 2014
Le 24 octobre 2014, les Ministres en charge de l'Agriculture de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) se sont réunis afin de réfléchir à la mise en œuvre de la Politique Agricole Commune (PAC) de la CEEAC, ainsi qu'à d'autres programmes tels que le Programme Régional de Sécurité Alimentaire de l'Afrique Centrale (PRSA-AC), ou encore le Programme Régional d'Investissement Agricole, de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PRIASAN). Aux termes des discussions, les Ministres ont procédé à des recommandations spécifiques (pour l'État, les structures en charge ainsi que les partenaires techniques et financiers) qui figurent dans le communiqué final.
Lire le communiqué (8p.):
http://www.ceeac-pddaa.org/upload/a223814e36c05684cbc9b7939c09fbcb.pdf

Conservation des sols et agroécologie

Le Groupe de Travail Désertification au service des acteurs du développement en zones arides : une réflexion sur les territoires et l'agroécologie
Adeline Derkimba, Marion Finet, Patrice Burger, novembre 2014
Cet article propose dans un premier temps des éléments de synthèse de l'ouvrage publié en 2012 par le Groupe de Travail Désertification (GTD) qui réunit ONG, scientifiques et collectivités locales. Il considère l'agroécologie comme un outil pertinent de lutte contre la désertification, mais souligne que son efficacité doit se chercher à l'échelle des territoires. Dans cette optique, la deuxième partie de l'article propose des éléments de réflexion du chantier Territoires et Agroécologie en cours actuellement dans le GTD : les facteurs limitant à la transition écologique sont identifiés, pour s'intéresser à comment construire et conduire cette transition agroécologique à l'échelle des territoires (comprendre l'organisation de l'espace, repérer les interactions entre élevage et agriculture, etc.).
http://www.inter-reseaux.org/ressources-thematiques/article/le-groupe-de-travail-10756

Conservation des sols et sécurité alimentaire : une préoccupation commune pour les agricultures paysannes du Mali et du Maroc
Fert, Afdi, mars 2014
Le projet « Conservation des sols et sécurité alimentaire : une préoccupation commune pour les agricultures paysannes du Mali et du Maroc », appelé plus simplement « AC Maroc-Mali », a démarré en janvier 2010. Il visait l'introduction de méthodes de Semis sous Couverts Végétaux et Semis Direct. Cette synthèse présente les enseignements tirés des études de diagnostics préliminaires ainsi que les aspects innovants et acquis du projet comme les systèmes SD/SCV à la portée de l'agriculture familiale la dynamique des groupements paysans, la relation Agriculteur–Chercheur, des pratiques agronomiques nouvelles, un concept innovant de semoir SD/SCV validé par les paysans.
Lire la synthèse (22 p.) :
http://www.fert.fr/wp-content/uploads/2014/10/Projet-AC-Maroc-Mali-Synth%C3%A8se-des-acquis.pdf?ebede6

Sécurité alimentaire

Rapport spécial : Mission FAO/PAM d'évaluation de la sécurité alimentaire à Madagascar
FAO, Programme Alimentaire Mondial, octobre 2014
Ce rapport analyse chaque année l'évolution de la sécurité alimentaire à Madagascar. Celui-ci nous apprend que dans l'ensemble, les conditions climatiques se sont améliorées pendant la campagne agricole 2013/14. L'invasion du criquet migrateur malgache s'est davantage concentrée dans le sud et l'ouest, en particulier à Androy et Atsimo Andrefana, et a surtout touché les cultures de maïs et de riz. Il est estimé que la production de riz de 2014 a gagné 10%, mais représente encore 9% de moins que la moyenne des cinq années précédentes. L'état du bétail est généralement bon, toutefois, le nombre de bêtes serait en baisse. Globalement, le taux d'insécurité alimentaire (grave et modérée) est estimé à 36% environ.
Lire le rapport (71 p., 2 Mo) :
http://www.fao.org/3/a-i4111f.pdf

Carte des stocks de proximités en Afrique de l'Ouest
Foodreserves, octobre 2014
En octobre 2012, l'IATP (Institute for Agricultural and Trade Policies), OXFAM et ACORD organisèrent un séminaire afin de partager leurs informations sur les réserves alimentaires. Le site foodreserves.org est issu de ce séminaire et offre un système de carte permettant de répertorier les stocks de proximités en Afrique de l'Ouest ainsi que les données concernant ces stocks : objectifs des stocks, nombre de bénéficiaires, nombre de greniers, niveau du stock, etc.
Voir la carte :
http://foodreserves.org/cartes-stocks/index.php

Investissement privé

Note : Bien se préparer pour un investissement de « qualité » à Kandadji au Niger
IIED, IUCN, mars 2014
Au Niger, comme dans d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest, le gouvernement développe actuellement des démarches pour attirer des investissements privés dans l'agriculture. Cette note de 2 pages concerne ainsi le montage d'un pôle de croissance fondé sur l'agriculture irriguée autour du barrage Kandadji. Elle pose les bases de discussion quant aux sujets importants à aborder lors des négociations entre l'État et les investisseurs dans le cadre du pôle de croissance à venir (considérations socio-économiques et environnementales pour la durabilité), ainsi que de principes à respecter, comme la transparence et la participation de la population locale aux décisions.
Lire la note (2 p.) :
http://pubs.iied.org/pdfs/G03760.pdf

Partenariats public-privé

Partenariats public-privé : Guide de référence
Banque Mondiale, juillet 2014
Cette seconde version du guide de référence pour les partenariats public-privé de la Banque Mondiale, présente une vue globale de la diversité des approches et expériences dans ce domaine. Il se compose en trois parties : la première porte sur les généralités (définition, intérêt, financement...) ; la deuxième concerne l'établissement de cadres (politiques, légaux, de gestion et de financement ainsi que de gouvernance). Pour finir la dernière partie porte sur la mise en place de projets de partenariat : leur identification et évaluation, leur structuration, ou encore la gestion des contrats.
Lire le numéro (232 p., 14 Mo) :
http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2014/09/08/000442464_20140908133431/Rendered/PDF/903840PPP0Refe0Box385311B000PUBLIC0.pdf

Agriculture urbaine

Article : L'agriculture urbaine en Afrique : un potentiel vivrier sous exploité face à l'insécurité alimentaire
Farm, novembre 2014
Dans cet article, Abou Ba (qui a travaillé à l'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural au Sénégal) s'exprime au sujet de l'agriculture urbaine comme levier pour agir sur la sécurité alimentaire. Il accuse le manque de politiques et programmes agricoles et la non prise en compte de ce secteur d'activité, dont il souligne l'importance économique et sociale (par exemple à Dakar, l'agriculture urbaine assure 70 % de la demande en légumes). Selon l'auteur, pour faire face à l'explosion des projets immobiliers au détriment de l'agriculture, il est urgent d'élaborer des politiques publiques visant à encadrer la pérennisation des activités agricoles dans les villes, au risque de voir les crises agricoles amplifiées.
http://www.fondation-farm.org/zoe.php?s=blogfarm&w=wt&idt=1849

Riz

Les différentes politiques appliquées au secteur du riz gagneraient à partager leur expérience en Afrique de l'Ouest
CTA, octobre 2014
D'après la FAO, la campagne 2013 du riz en Afrique de l'Ouest a produit « un volume record de 13,7 millions de tonnes ». Revenant sur ce résultat, cette note fait état de la production de riz dans différents pays d'Afrique de l'Ouest et montre que le tableau varie d'un pays à l'autre. Elle porte également un regard sur les stratégies politiques de la Gambie, du Ghana et du Liberia vis-à-vis des objectifs d'augmentation de la production et du contrôle des importations en vue de l'autosuffisance. La CTA préconise une évaluation des différentes mesures prises dans la région, pouvant servir de base à une approche graduelle de l'harmonisation de la politique du secteur du riz.
http://agritrade.cta.int/fr/Agriculture/Produits-de-base/Riz/Les-differentes-politiques-appliquees-au-secteur-du-riz-gagneraient-a-partager-leur-experience-en-Afrique-de-l-Ouest

Article : Booster la production locale du riz pour le renforcement de la sécurité alimentaire au Nord Cameroun
Institut de Recherche Agricole pour le Développement, octobre 2014
Cet article porte sur le rôle du riz dans le renforcement de la sécurité alimentaire au Nord Cameroun. Il souligne que dans cette région, le riz est l'aliment de base de 78% des ménages, et que l'offre nationale est très faible face aux importations qui couvrent l'essentiel de la demande. Il souligne ainsi la nécessité de relancer la production locale et propose des actions à mener, tel que la réhabilitation des périmètres irrigués, l'aménagement des bas-fonds et des plaines inondables, l'introduction de la riziculture autour des futurs barrages ou encore la diversification des systèmes de production. Il recommande également un appui institutionnel plus poussé et un meilleur financement des acteurs de la filière.
Lire l'article (11p.):
http://m.elewa.org/Journals/wp-content/uploads/2014/10/136.pdf

Maïs

Documents sur la filière maïs en Côte d'Ivoire
Rongead, 2014
L'ONG Rongead a publié plusieurs documents sur la filière maïs en Côte d'Ivoire, ayant été produits et diffusés dans le cadre du projet NPAgri (Nouvelles des Prix Agricoles). On y trouve un diagnostic de la filière maïs en Côte d'Ivoire ainsi qu'un résumé du diagnostic de cette même filière. Deux supports de formation sous forme de diaporama sont également en ligne : l'un s'intitule « bien produire le maïs en Côte d'Ivoire » et donne des conseils techniques pour la production ; l'autre concerne la « compréhension et analyse du marché pour adapter sa stratégie de commercialisation ».
Accéder aux documents :
http://www.rongead.org/Documents-sur-la-filiere-mais-en.html

Commercialisation

Note : Les marchés ruraux de gros et demi-gros des régions de Tahoua, Maradi et Zinder (Niger)
RECA Niger, novembre 2014
Cette note est un extrait de l'étude sur le fonctionnement des marchés ruraux de demi-gros et les flux de commercialisation des produits agro-pastoraux des régions de Tahoua, Maradi et Zinder. L'étude, menée auprès de plus de mille usagers de marchés, administrateurs, institutions, confirme le rôle fondamental et stabilisateur d'un marché rural. L'extrait présenté dans cette note concerne la description des marchés ruraux de gros et demi-gros à partir des exemples des marchés ciblés par l'étude.
Lire la note (4 p.) :
http://www.reca-niger.org/IMG/pdf/RECA_filiere_marche_gros_novembre2014.pdf

Publications

Le Journal Agricole n°19, mensuel d'information agricole et rurale du Togo
Le journal agricole, novembre 2014
Ce journal de 12 pages rassemble plusieurs articles sur le développement rural au Togo. A noter en particulier, une tribune de José Graziano da Silva (FAO) sur l'agriculture familiale, un article sur la finance en milieu rural et une interview sur les opportunités de la filière de l'anarcade au Togo, avec André Tandjiekpon, expert et Directeur de la Production à iCA (initiative du Cajou Africain).
Lire le numéro (12 p., 9 Mo) :
http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/JA_19.pdf

Bulletin de veille réalisé par l'équipe d'Inter-réseaux.
Remerciements au réseau des veilleurs en ligne.

Si vous avez des ressources intéressantes, n'hésitez pas à les partager :
Écrivez nous à veille@inter-reseaux.org

Vous êtes plus de 8 000 abonnés à nous lire !
Merci de penser à nous signaler si vous publiez ce bulletin de veille sur votre site internet.

Retrouvez l'ensemble des bulletins de veille parus à *:* http://www.inter-reseaux.org/bulletin-de-veille/

Pour inscrire un ami ou un collègue, allez à *: http://www.inter-reseaux.org/spip.php?page=sinscrire*

Réalisé avec le soutien de :
AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT